Mots. Les langages du politique

94 | 2010

Trente ans d'étude des langages du politique
(1980-2010)

L'apport de la science politique à l'étude des langages du politique

Philippe Braud

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mots/19879>

DOI : 10.4000/mots.19879

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 30 novembre 2010

Pagination : 143-154

ISBN : 978-2-84788-235-3

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Philippe Braud, « L'apport de la science politique à l'étude des langages du politique », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 94 | 2010, mis en ligne le 06 novembre 2012, consulté le 28 avril 2022.

URL : <http://journals.openedition.org/mots/19879> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.19879>

Mots

Les langages du politique

N° 94 novembre 2010

Trente ans d'étude des langages du politique (1980-2010)

ouvrage coordonné par Paul BACOT, Marlène COULOMB-GULLY,
Jean-Paul HONORÉ, Christian LE BART, Claire OGER, Christian PLANTIN

SOMMAIRE

*Paul Bacot, Marlène Coulomb-Gully, Jean-Paul Honoré,
Christian Le Bart, Claire Oger, Christian Plantin*

Le discours politique n'est pas transparent. Permanence
et transformations d'un objet de recherche

5

OUTILS ET ENJEUX DU DISCOURS POLITIQUE

Ruth Amossy, Roselyne Koren

Argumentation et discours politique

13

Christian Plantin

Argumentation-rhétorique. Les eaux mêlées

23

Caroline Ollivier-Yaniv

Discours politiques, propagande, communication, manipulation

31

<i>Marc Bonhomme</i>	
La caricature politique	39
<i>Paul Bacot</i>	
Développement et diversification d'une onomastique politique	47
<i>Ruth Wodak</i>	
The Discursive Construction of History. Brief Considerations	57
<i>Henri Boyer</i>	
Les politiques linguistiques	67

LIEUX DE LA PRODUCTION DU DISCOURS POLITIQUE

<i>Christian Le Bart</i>	
Parler en politique	77
<i>Dominique Mainqueneau</i>	
Le discours politique et son « environnement »	85
<i>Alice Krieg-Planque, Claire Oger</i>	
Discours institutionnels. Perspectives pour les sciences de la communication	91
<i>Sophie Béroud, Josette Lefèvre</i>	
Le corpus syndical. Une expérience au long cours	97
<i>Corinne Gobin, Jean-Claude Deroubaix</i>	
L'analyse du discours des organisations internationales. Un vaste champ encore peu exploré	107
<i>François de la Bretèque</i>	
Le retour de la parole politique dans le cinéma français	115
<i>Jean-Claude Soulages</i>	
Vie et mort du citoyen cathodique	125
<i>Jacques Guilhaumou</i>	
Les discours de la Révolution française. Aperçu d'ensemble d'un trajet de recherche (1980-2009)	133

DISCIPLINES ET CHAMPS DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE DES LANGAGES DU POLITIQUE

Philippe Braud

L'apport de la science politique à l'étude des langages du politique 143

Claire Blandin

L'apport de l'histoire des médias à l'étude des langages du politique 149

Jean-François Tétu, Bernard Lamizet

Les SIC et les langages du politique 155

Sylvianne Rémi-Giraud

Sémantique lexicale et langages du politique.
Le paradoxe d'un mariage difficile ? 165

Marlène Coulomb-Gully, Juliette Rennes

Genre, politique et analyse du discours.
Une tradition épistémologique française *gender blind* 175

Johannes Angermüller

Analyser le discours politique en Allemagne (1980-2010) 183

Érik Neveu

L'apport de Pierre Bourdieu à l'analyse du discours.
D'un cadre théorique à des recherches empiriques 191

Roselyne Ringoot

Questionner le discours avec Michel Foucault.
Actualisations théoriques et actualité éditoriale 199

ENTRETIEN

Maurice Tournier

Mots et politique, avant et autour de 1980 211

La revue *Mots. Les langages du politique* encourage l'usage des rectifications de l'orthographe proposées par le Conseil supérieur de la langue française et approuvées par l'Académie (*Journal officiel*, n° 100, 6 décembre 1990).

L'apport de la science politique à l'étude des langages du politique

On pourrait croire que la science politique se contente d'aborder les faits de langage du point de vue de leurs conditions sociales de production, laissant à la linguistique ou à l'herméneutique l'étude de leur dynamique intrinsèque. Ce serait reprendre la distinction entre l'analyse externe du discours qui renvoie au sociologique et l'analyse interne qui en ferait l'économie. En réalité, cette *summa divisio* est trompeuse ou, du moins, réductrice. Elle ne permet pas d'embrasser l'ensemble des problématiques ou des angles d'approche qui sont ceux des politistes. Un meilleur fil rouge existe : c'est l'étude des conditions d'efficacité politique du langage. On résumera cette approche en considérant que l'analyse de science politique a vocation à prendre pour objet toute forme de langage, verbal ou non, dès lors que ce langage contribue à influencer les modes d'exercice du pouvoir politique en pesant sur les représentations que s'en font les agents sociaux¹. Ce point de départ permet de mieux embrasser l'ensemble des préoccupations actuelles des chercheurs. Les unes, plus clairement orientées sur la relation sociale locuteurs / vecteurs / récepteurs, s'attachent aux milieux producteurs de langages, aux dispositifs qui en assurent la diffusion, aux conditions sociopolitiques de leur réception. Les autres, focalisées sur la dynamique discursive elle-même, s'intéressent aux capacités de mobilisation politique inhérentes à la charge symbolique du langage politique.

La dimension sociologique des problèmes de langage en science politique

L'étude des modes de production et de circulation des langages à résonance politique révèle l'existence d'interactions complexes, d'une part entre des

Institut d'études politiques de Paris, CEVIPOF
philippe.braud@sciences-po.org

1. On paraphrase ici, en l'élargissant, la formule de Pierre Bourdieu sur les « débats d'idées » : « Nombre de débats d'idées sont moins irréalistes qu'il ne paraît si l'on sait le degré auquel on peut modifier la réalité sociale en modifiant les représentations que s'en font les agents. » Bourdieu, 1982, p. 150.

locuteurs dotés pour se faire entendre de ressources inégales, d'autre part entre des locuteurs et des récepteurs socialement situés, destinataires ou non du message. La science politique s'intéresse avant tout aux logiques de pouvoir qui conditionnent à la fois ce qui peut être dit et ce qui peut être reçu. Les plus faciles à identifier par le chercheur sont les régulations juridiques. Assumées comme censures dans les régimes autoritaires, elles existent également dans les démocraties, quoique sous des formes plus limitées et plus soigneusement légitimées. Ainsi, les références constitutionnelles aux droits de l'homme rendent-elles impossibles certains débats législatifs et les discours qui attisent la haine ou la violence, voire, dans le cas du négationnisme, portent des atteintes intolérables à la mémoire collective, sont souvent mis hors la loi. Les régulations et formatages du langage qui relèvent du contrôle social (le « politiquement correct », par exemple) soulèvent des problèmes d'identification plus complexes. L'allégeance affichée à un parti politique ou à une famille de pensée suppose une bonne intériorisation du prescrit (références, arguments, modes de raisonnement) et du proscriit (d'autres mots, d'autres modes de penser et d'argumenter) ; et dans l'entre-deux, la conscience d'une zone à risques, c'est-à-dire à contestations ou polémiques. Ces frontières sont naturellement mouvantes et constamment redessinées par l'issue des conflits idéologiques qui traversent l'arène politique.

La notion de « contrainte de rôle » constitue également un cadre d'analyse important pour comprendre les prescriptions de forme et de fond auxquelles sont assujettis les détenteurs d'une position de pouvoir. Ainsi les mêmes responsables politiques ne s'expriment-ils pas de la même façon selon qu'ils siègent au gouvernement ou sont rejetés dans l'opposition. Leurs registres rhétoriques sont différents selon qu'ils s'adressent aux militants de leur parti ou font campagne devant les électeurs, selon qu'ils débattent avec des experts ou prennent la parole dans les arènes internationales. Plus le rôle est politiquement important et exposé, plus les contraintes à respecter se révèlent étroites et leur violation politiquement risquée².

Le débat d'idées permanent qui oppose les différents acteurs de la vie politique demeure un objet central de la science politique. Ce sont, là encore, des luttes de pouvoir, visibles ou invisibles, qui définissent les chances de voir émerger et circuler les mots marqueurs, les cadres d'analyse perçus comme pertinents, les informations jugées recevables. Même dans les démocraties les plus authentiques, le marché des idées n'est jamais de concurrence pure et parfaite. Les chances d'être utilement entendu, c'est-à-dire pris en considération comme interlocuteur, sont conditionnées par des facteurs comme la légitimité institutionnelle, la représentativité politique réelle ou supposée, la

2. Ces contraintes de rôles sont maximales dans les régimes autoritaires ou totalitaires. Voir Thom, 1987.

notoriété et la popularité. Ce sont eux qui donnent autorité au discours. Or ces facteurs sont socialement construits sous l'influence d'appareils de pouvoir qui sélectionnent, éliminent ou consacrent les prétendants à la parole dans l'espace public. Ce sont bien sûr les partis et organisations sociales ainsi que les verdicts du suffrage universel. Naturellement, la science politique s'intéresse également de près au rôle joué par les médias dans la circulation des discours portés à l'attention du public. Quel est leur degré de connivence avec les acteurs politiques ? Quels sont les biais qui affectent leur mode de fonctionnement ? Dans quelle mesure les politiques sont-ils conduits à formater leur langage en fonction du vecteur utilisé : presse écrite, radio, télévision, blogs et sites Internet ? Quelle est l'influence réelle des médias sur la volatilité de l'opinion publique ? Ce qui est certain, c'est que ceux-ci ont le pouvoir de dire ce à quoi il faut penser à un moment donné, et celui d'imposer des catégories d'analyse pour décrypter l'information offerte. Mais ce pouvoir, ils le partagent avec ceux qui sont capables de « créer l'événement » ou de proposer d'autres catégories d'interprétation. C'est pourquoi il est toujours dangereux de vouloir identifier le pouvoir d'influence d'un acteur isolé ; en réalité, il faut toujours raisonner en termes de configuration d'acteurs interconnectés, eux-mêmes pris dans la nasse des formats de pensée hérités³.

Malgré la puissance des dispositifs de pouvoir qui s'imposent aux récepteurs des messages politiques, ceux-ci ne sont pas purement passifs. Les théories de la pertinence permettent d'analyser leurs points possibles de résistance. La probabilité d'adhésion aux messages émis est en effet conditionnée par la compatibilité, subjectivement perçue, entre le contenu du message adressé aux citoyens et leurs croyances personnelles ou leur expérience immédiate. En d'autres termes, une information ou une analyse a toutes chances d'être rejetée si elle remet en cause de façon trop coûteuse des repères politiques ou éthiques déjà bien ancrés du fait de la socialisation antérieure (dissonance cognitive, au sens de Leo Festinger). Par ailleurs, les expériences directes que font les citoyens dans leur vie quotidienne particulière peuvent contredire frontalement les analyses générales des politiques ou des experts, ce qui risque d'en provoquer le rejet. Ainsi le discours qui prend appui sur la réalité d'un recul global du chômage a-t-il peu de chances de satisfaire le salarié qui vient de perdre son emploi. Cette problématique de la pertinence illustre l'importance des conditions sociologiques de la réception pour mesurer l'efficacité politique réelle du langage qui s'adresse aux simples citoyens.

3. Gadamer, 1996, p. 286-329. Voir également la problématique psychologique de la *Frame Theory* au sens de Skinner.

La dimension symbolique des problèmes de langage en science politique

La dimension symbolique du pouvoir des mots tient, comme l'a montré Cassirer, à la nécessité de classer pour penser. Il faut des mots pour identifier les acteurs et la nature de leurs relations sur l'échelle amis/ennemis ; il faut des mots pour situer les actes sur le registre du Bien ou du Mal, c'est-à-dire pouvoir légitimer ou stigmatiser, ce qui demeure une dimension essentielle des affrontements politiques ; il faut des mots encore pour affirmer l'existence d'un pouvoir d'imputation (Le Bart, 1992) ou d'emprise sur les choses ou sur les personnes. La construction d'une causalité/responsabilité politique, par opposition à une causalité strictement scientifique, en dépend. En politique, plus encore qu'ailleurs dans la vie sociale, les mots sont des actes.

La communication politique fonctionne toujours à un double niveau : celui de l'émission d'un message et celui de l'accréditation de l'auteur du message. Il s'agit en effet pour le locuteur de rappeler l'autorité qui s'attache à sa prise de parole ; et cela, grâce au langage des mots mais aussi à leur mise en scène. Le premier aspect de cette dimension symbolique du langage politique est donc la construction ou l'affermissement de représentations de soi qui disent la légitimité et la crédibilité du locuteur. Les codes langagiers, les modes de théâtralisation, les rites et liturgies politiques, sont évidemment différents selon les cultures politiques mais aussi, et surtout, selon le statut revendiqué : celui de chef de gouvernement ou de dirigeant de l'opposition, celui de représentant du Peuple ou celui de leader révolutionnaire, etc. Ici on privilégiera les signes qui disent la dignité éminente du responsable, et c'est plus particulièrement le rôle des règles protocolaires. Dans d'autres contextes, on cherchera à signifier la proximité avec les gens ordinaires, voire la compassion pour ceux qui souffrent, par un choix judicieux des lieux d'expression et des modes rhétoriques. Ailleurs encore, ce sont les énumérations de chantiers à ouvrir, les chapelets de données statistiques qui doivent signifier pleinement l'ardeur à agir ou la maîtrise experte des problèmes à résoudre.

Un autre aspect de la dimension symbolique de toute communication politique se situe dans la sélection de mots, de narrations ou de rites qui véhiculent une *surcharge de sens* (Braud, 1996, p. 76-139). On entend par là ces formes langagières qui exploitent une fluidité délibérée des connotations cognitives et émotionnelles qu'elles sont capables de susciter. On sait la charge émotionnelle qui s'attache, selon les contextes historiques ou les conjonctures politiques, à des expressions comme la *Patrie*, la *Révolution*, ou encore la *laïcité*, l'*égalité des chances*, la *lutte de classes*. Les références à des personnalités hors pair, à des événements présentés comme fondateurs, les mots-clés du langage idéologique ou partisan n'acquièrent cette capacité à susciter de puis-

santes associations émotionnelles, positives ou négatives, qu'à l'issue d'un travail de régulation du sens, fait de gloses et de commentaires accumulés. Il en va de même de toutes les liturgies politiques : commémorations, cérémonies d'investiture, fêtes nationales, congrès de parti... Ces mises en scènes supposent toujours la sédimentation d'interprétations multiples que cherchent à maîtriser des régulateurs « autorisés » du sens.

La notion d'idiome rhétorique est utile également pour comprendre le mode de fonctionnement de ces narrations plus élaborées qui, sous les aspects d'une explication de sens commun, brodent par exemple autour de l'argument central de la perte douloureuse (d'un passé idéalisé), de l'espoir enthousiasmant (d'un futur radieux à construire), d'une ferme solidarité en actes (dans la réponse aux défis du présent)⁴.

Les langages politiques tirent leur efficacité symbolique de leur aptitude à provoquer des investissements émotionnels (Brader, 2006). Les uns se situent sur le registre modérateur de la raison : ils offrent la satisfaction (souvent illusoire) de déchiffrer ou de comprendre, ils ouvrent la perspective rassurante d'une maîtrise (pourtant improbable) du cours des événements. Dans la vie politique routinière, ils sont prédominants au moins dans les couches sociales à bon niveau culturel. D'autres types de langages travaillent plutôt sur les registres de la peur ou du désir d'illusion, celui de la compassion altruiste pour des victimes ou celui du souci quasi exclusif de soi (revendications corporatistes). Si aucun acteur politique ne laisse totalement de côté ce type de stimulations, ce sont néanmoins les discours populistes et les formations extrémistes qui cherchent le plus systématiquement à en exacerber l'intensité. Mais en période de crise profonde du système politique, ces appels à des passions aussi puissantes que la peur, voire la haine, se généralisent dans l'ensemble de l'arène politique et génèrent un degré de violence symbolique qui rend probable l'émergence de la violence physique. Avec pour conséquence de briser un tabou : la forclusion de la violence comme assise fondamentale de l'action politique.

Références

- ALDRIN Ph., 2005, *Sociologie politique des rumeurs*, Paris, PUF.
- BACOT P., RÉMI-GIRAUD S éd., 2007, *Mots de l'espace et conflictualité sociale*, Paris, L'Harmattan.
- BARBET D., 2009, *Grenelle. Histoire politique d'un mot*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- BOISSOU L., BOLLMANN Y., BRUNETEAU B., 2004, *Vocabulaire du politique. Des mots sous influence*, Saint-Germain-de-Calberte, Centre de sociologie historique.
- BOURDIEU P., 1982, « Décrire et prescrire. Les conditions de possibilités et les limites de

4. Ibarra, Kitsuse, 1993, p. 31 et suiv. Voir également Hirschman, 1991.

- l'action politique », *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, p. 149-161.
- 2001, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Le Seuil.
- BRADER T., 2006, *Campaigning for Hearts and Minds : How Emotional Appeals in Political Ads Work*, Chicago, University of Chicago Press.
- BRAUD Ph., 1996, *L'émotion en politique*, Paris, Presses de Sciences Po.
- CAMPBELL K., JAMIESON K., 2008, *Presidents Creating the Presidency. Deeds Done in Words*, Chicago, Chicago of University Press.
- CHARAUDEAU P., 2005, *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert.
- DALLMAYR F., 1982, *Language and Politics*, New York, New York University Press.
- EDELMAN M., 1971, *Politics as Symbolic Action*, New York, Harcourt.
- 1977, *Political Language. Words that Succeed and Politics that Fail*, New York, Academic Press.
- GADAMER H., 1996, *Vérité et méthode*, Paris, Le Seuil.
- GAMSON W., 1992, *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GERSTLÉ J., 2004, *La communication politique*, Paris, Armand Colin.
- HABERMAS J., 1995, *Théories de l'agir communicationnel*, Paris, Gallimard.
- HIRSCHMAN A., 1991, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard.
- IBARRA P., KITSUSE J., 1993, « Vernacular constituents of moral discourse. An interactionist proposal for the study of social problems », *Constructionist Controversies. Issues in Social Problems Theory*, Gale Miller, James Holstein éd., New York, Aldine de Gruyter, p. 21-54.
- KACIAF N., 2005, *Les pages « Politique » de la presse écrite en France, 1945-2000*, thèse, Université Paris 1.
- LABBÉ D., MONIÈRE D., 2003, *Le discours gouvernemental. Canada, Québec, France, 1945-2000*, Paris, Champion.
- 2008, « Des mots pour des voix. 132 discours pour devenir président de la République française », *Revue française de science politique*, vol. 58, n° 3, p. 433-455.
- LE BART Ch., 1997, *Le discours politique*, Paris, PUF.
- 1992, *La rhétorique du maire entrepreneur*, Paris, Pédone.
- LE GRIGNOU B., 2003, *Du côté du public. Usages et réceptions de la télévision*, Paris, Economica.
- MAR-MOLINARO C., 2005, *Language Ideologies. Policies and Practices*, Basingstoke, Palgrave, MacMillan.
- MARTIN V., 2009, « Des émotions au service d'une stratégie de séduction. Le marketing politique et l'étude de discours », *Revue française du marketing*, vol. 225, n° 5, p. 51-65.
- NEVEU É., 2002, *Une société de communication ?* Paris, La Découverte (3^e édition).
- RIUTORT Ph., 2007, *Sociologie de la communication politique*, Paris, La Découverte.
- THOM F., 1987, *La langue de bois*, Paris, Julliard.
- TOURNIER M., 2007, *Les mots de mai 1968*, Toulouse, Presses du Mirail.
- WITFORD A., YATES J., 2009, *Presidential Rhetoric and the Public Agenda. Constructing the War on Drugs*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press.